

LE SOLEIL

/ Dossiers /

Le Soleil, mercredi 2 mars '83

Guerre des prix du pétrole L'OPEP n'est plus seule dans le jeu

Le prix mondial du baril de pétrole chute, mais les automobilistes canadiens paient depuis ce matin trois cents de plus pour leur litre d'essence, absorbant ainsi une hausse décrétée en janvier dernier. La situation peut apparaître contradictoire pour le simple consommateur. Deux journalistes de la section économique, Denis Angers et Gilles Boivin, font le point sur l'état d'effervescence qui agite le monde de l'énergie tant sur les marchés mondiaux qu'au Canada.

"La Norvège ramène de \$33 à \$30 le prix du baril de pétrole. Le Nigeria va plus loin et offre le sien à \$27. Entente entre les pays producteurs du golfe Persique pour réduire le prix du brut..."



denis
angers

Amorcé il y a une dizaine de jours par la Grande-Bretagne, le mouvement à la baisse des prix pétroliers s'est généralisé depuis. Bonne nouvelle pour les Etats consommateurs, cette détente risque toutefois de bouleverser le fragile équilibre du système financier international.

Car, pour ces pays producteurs qui ont capitalisé sur leurs pétrodollars pour furieusement s'industrialiser, la chute des prix est synonyme de banqueroute. Lourdemment endettés, des Etats comme le Mexique, le Venezuela, le Nigeria voient en effet fondre leurs revenus pétroliers et menacent de déclarer forfait, le moment venu de rembourser les emprunts qu'ils ont contractés auprès des grandes banques occidentales.

Tout ça parce que la relative stabilité que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait conférée aux prix s'effrite, sous les coups d'autres nations productrices qui, elles, se tiennent en marge de l'organisation. Des nations comme la Grande-Bretagne, la Norvège, le Mexique ou l'Egypte qui, pour écouler leur production, viennent de lancer une formidable guerre des prix.

Qui est quoi

En fait, l'effervescence qui agite actuellement le monde de l'énergie est pour beaucoup attribuable à l'arrivée de nouveaux larrons, sur le marché mondial des pétroles. Jusqu'à récemment, qui avait d'ailleurs entendu parler du Cameroun, de la Tunisie ou de la Norvège en tant qu'exportateurs de brut?

Non-membres de l'OPEP, ces pays ont toute latitude pour fixer un prix à leur baril de pétrole qui leur permette de le vendre aisément sur les marchés internationaux. N'ayant pas à respecter les règles du jeu jadis

édictees par l'OPEP, ils peuvent se permettre tous les "coups bas". Ce qui est d'autant plus facile à comprendre qu'il s'agit souvent de pays en voie de développement, pris à la gorge par leurs banquiers et qui ont désespérément besoin de devises.

Pour l'OPEP, cette concurrence nouvelle est forte, surtout que, les puits des pays non-membres produisant à bloc, les parts du marché mondial se divisent présentement également: 50 pour 100 aux membres de l'OPEP, autant aux autres. C'est là toute une différence avec la situation qui prévalait en 1977 alors que les 13 Etats de l'organisation accaparaient 63 pour 100 de l'offre mondiale de pétrole brut.

Au total, selon une étude du professeur Antoine Ayoub, de l'université Laval, le groupe des pays membres de l'OPEP a extrait, en 1982, 22 millions de barils par jour, soit 9 millions de barils de moins qu'en 1977. Ne produisant qu'à 60 pour 100 de leur capacité, ces Etats voient leur marché érodé par les pays non-membres de l'OPEP. Ceux-ci ont mis en exploitation des installations qui, en 1982, pompaient 23,5 millions de barils par jour!

Mouvement de panique

Toutefois, selon le professeur Ayoub, la dégringolade des prix pétroliers risque fort d'être un phénomène de panique qui ne durera pas. Règle générale, explique-t-il, l'industrie a besoin de stabilité et a tendance à vite normaliser la situation des prix, que ceux-ci soient propulsés vers le haut ou ramenés vers le bas.

Ce qu'il importe maintenant de surveiller, estime M. Ayoub, c'est le succès que rencontrera l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, dans ses efforts pour stabiliser à nouveau le prix du brut, fût-ce à la baisse. Le danger majeur qui guette actuellement le secteur énergétique, c'est en effet une chute incontrôlée des prix qui crée une situation de crise. Et qui fasse éclater l'OPEP. Ce qui risque de rendre anarchique le marché, au grand dam des pays consommateurs qui, eux aussi, ont besoin de stabilité. Et, surtout, d'une capacité de prévoir quelle sera l'évolution à moyen terme des coûts de leur indispensable énergie.

A ce jeu, l'Arabie saoudite et ses voisins du golfe ont un urgent besoin

de voir reconfirmer leur rôle de leaders. Et, pour ce faire, les Etats du golfe Persique devront couper les prix, histoire de récupérer la part du marché qui était la leur.

Stabilisation à moyen terme

Au demeurant, estime le professeur Ayoub, les fluctuations actuelles risquent d'être bien éphémères.

D'une part en effet, le développement industriel qu'ont amorcé les nouveaux producteurs de pétrole rendra, au fil des ans, leur consommation intérieure de plus en plus importante. Disposant de moins de barils à écouler sur le marché international, ces Etats verront donc leur rôle s'amenuiser, au profit de ceux qui, faute de population, ne peuvent augmenter infiniment leur potentiel industriel.

Dans cette optique, demain comme hier, les pays du golfe Persique devraient normalement reprendre leur position prééminente sur le marché. Et ce, parce que ce qui importe, ce n'est pas la production totale d'un pays comme celle qui peut être exportée. Ainsi, le premier producteur mondial, l'Union soviétique, est à peu près absente du marché mondial puisque ses vastes ressources sont totalement absorbées par ses propres besoins et ceux des autres pays de l'Est. Même phénomène aux Etats-Unis qui, malgré leur deuxième rang, doivent importer 40 pour 100 du pétrole que réclame leur structure industrielle.

C'est pourquoi, selon le professeur Ayoub, il faut croire que, malgré es bouleversements récents, les prix pétroliers feront preuve d'une remarquable stabilité au cours de la présente décennie. En fait, estime-t-il, "la moyenne de la hausse du prix, en termes réels, ne dépassera pas 1 pour 100 pour l'ensemble de la période 1985-1990". Ce qui est bien loin des bonds prodigieux qu'ont faits les prix en 1973 et 1979.

Pour expliquer ce phénomène, le professeur Ayoub rappelle d'une part que la demande américaine a considérablement diminué depuis 1979. Or cette réduction "dépassa la récession et (...) se maintiendra en partie avec la reprise économique". D'autre part, l'augmentation de la part du pétrole non-OPOP dans l'approvisionnement mondial constitue une réalité nouvelle avec laquelle il faudra vivre encore dix ans.

Guerre des prix du pétrole

L'OPEP n'est plus seule dans le jeu

Le prix mondial du baril de pétrole chute, mais les automobilistes canadiens paient depuis ce matin trois cents de plus pour leur litre d'essence, absorbant ainsi une hausse décrétée en janvier dernier. La situation peut apparaître contradictoire pour le simple consommateur. Deux journalistes de la section économique, Denis Angers et Gilles Bolvin, font le point sur l'état d'effervescence qui agite le monde de l'énergie tant sur les marchés mondiaux qu'au Canada.

"La Norvège ramène de \$33 à \$30 le prix du baril de pétrole. Le Nigeria va plus loin et offre le sien à \$27. Entente entre les pays producteurs du golfe Persique pour réduire le prix du brut..."



denis
angers

Amorcé il y a une dizaine de jours par la Grande-Bretagne, le mouvement à la baisse des prix pétroliers s'est généralisé depuis. Bonne nouvelle pour les Etats consommateurs, cette détente risque toutefois de bouleverser le fragile équilibre du système financier international.

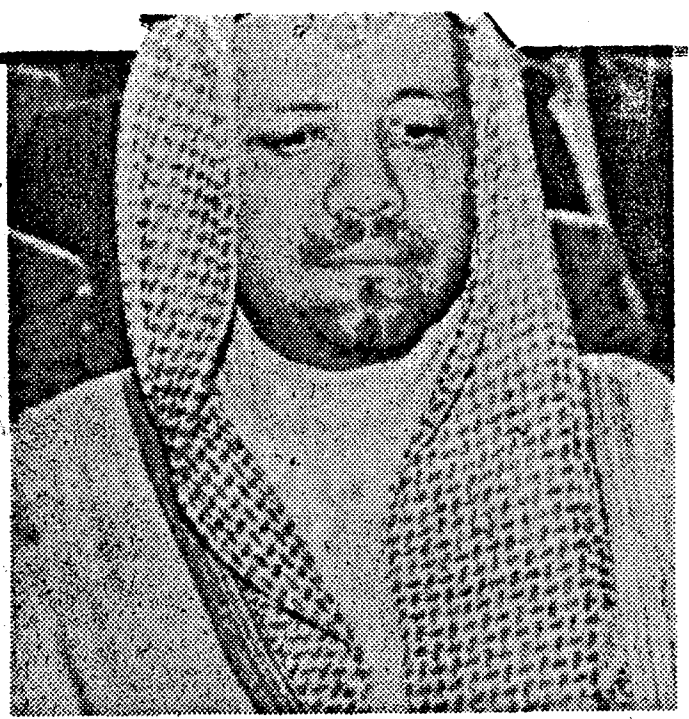
Car, pour ces pays producteurs qui ont capitalisé sur leurs pétrodollars pour furieusement s'industrialiser, la chute des prix est synonyme de banqueroute. Lourdemment endettés, des Etats comme le Mexique, le Venezuela, le Nigeria voient en effet fondre leurs revenus pétroliers et menacent de déclarer forfait, le moment venu de rembourser les emprunts qu'ils ont contractés auprès des grandes banques occidentales.

Tout ça parce que la relative stabilité que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait conférée aux prix s'effrite, sous les coups d'autres nations productrices qui, elles, se tiennent en marge de l'organisation. Des nations comme la Grande-Bretagne, la Norvège, le Mexique ou l'Egypte qui, pour écouler leur production, viennent de lancer une formidable guerre des prix.

Qui est quoi

En fait, l'effervescence qui agite actuellement le monde de l'énergie est pour beaucoup attribuable à l'arrivée de nouveaux larrons, sur le marché mondial des pétroles. Jusqu'à récemment, qui avait d'ailleurs entendu parler du Cameroun, de la Tunisie ou de la Norvège en tant qu'exportateurs de brut?

Non-membres de l'OPEP, ces pays ont toute latitude pour fixer un prix à leur baril de pétrole qui leur permette de le vendre aisément sur les marchés internationaux. N'ayant pas à respecter les règles du jeu jadis



Lorsque les délégations des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent, aussitôt apparaît le spectre d'une hausse du prix du litre d'essence le lendemain matin chez le pompiste du coin.

L'OPEP: mettre un frein à la soif des compagnies